

Albertains comme le reste des Canadiens doivent relever le défi.

Il serait bien commode qu'un pays puisse déclarer un temps d'arrêt lorsqu'il traverse une période difficile. Hélas, contrairement aux humains, le pays ne peut pas fermer la porte à clé et débrancher le téléphone. Il a des responsabilités que l'on ne peut pas négliger, des liens qu'il faut toujours entretenir pour préserver l'ordre, la paix et la prospérité.

Le pays qui ne progresse pas perd du terrain par rapport aux autres, et celui qui fait cavalier seul se retrouve perdant. Qu'il suffise de penser à l'Albanie ou à Cuba. Mais l'Alberta n'est pas l'Albanie, le Canada n'est pas Cuba, et nous ne devons jamais les imiter si nous voulons réussir.

Il est tentant d'abandonner la partie quand les temps sont durs. C'est toutefois le moment d'être plus présent que jamais sur les marchés étrangers. Si nous négligeons nos intérêts, d'autres prendront notre place et le Canada sera forcé de réagir à des décisions prises à l'étranger, à des décisions qui ne lui plaisent même pas.

Loin d'être un luxe, la politique étrangère d'un pays est quelque chose de fondamental. Jamais une politique étrangère basée sur le réalisme, le pragmatisme, l'activisme n'a-t-elle été plus nécessaire qu'aujourd'hui. Et jamais notre politique étrangère n'a-t-elle été moins étrangère à nos intérêts.

La société pétrolière de Calgary, le consommateur d'énergie et les familles des soldats canadiens savent que les événements dans le golfe Persique se répercutent puissamment sur leurs intérêts.

L'aciérie de l'Ontario, qui a besoin de minéraux rares provenant d'Afrique du Sud, sait bien qu'il importe de mettre fin à l'apartheid par des moyens pacifiques.

Dans les Prairies, le cultivateur de blé sait que les réformes lancées par le président Gorbatchev le concernent aussi puisque les ventes de blé du Canada doivent être payées en devises fortes.

L'industrie canadienne doit savoir qu'il importe de régler la crise de l'endettement puisqu'elle nous a coûté si cher en emplois et en exportations - 130 000 emplois et 24 milliards de dollars respectivement, de 1981 à 1987 - parce que d'anciens clients du Canada ne pouvaient plus se permettre d'acheter du blé ni des produits. Si nous ne parvenons pas à juguler la dette, elle nous coûtera 200 000 autres emplois au cours des 10 prochaines années.

Enfin, les Canadiens - dont 30 % de l'économie dépend des